

Pourquoi la refonte complète du modèle social est plus urgente que la réforme des institutions politiques



Emmanuel Macron va débattre cette semaine avec les chefs de partis et les responsables syndicaux, mais il ne semble pas croire que c'est le modèle social français qui a asphyxié la société française

Avec Jean-Marc Sylvestre

En recevant cette semaine les chefs de partis et les responsables syndicaux, Emmanuel Macron montre qu'il a quand même évolué, parce que, jusqu'à maintenant, il n'avait rien fait pour les prendre en compte. Au contraire, il a tout fait pour les exécuter. Les corps intermédiaires étaient déjà mal en point avant son élection. Mais après, il les a complètement asphyxiés. Le dégagisme n'a épargné personne. Aujourd'hui, il se rappelle que les corps intermédiaires existent et qu'ils pourraient peut-être lui être utiles dans le rétablissement de l'équilibre de fonctionnement dans ce pays. Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, de grands débats en fausses polémiques, le pouvoir aura besoin de relais et la France aura besoin de contre-pouvoirs.

La question à laquelle Emmanuel Macron ne répond jamais, parce qu'il ne se la pose pas, est de savoir quel projet d'organisation sociale et politique pourrait justifier des réformes.

La France s'est mise à échanger, parfois de vrais arguments, mais souvent de vaines invectives. Mais au-delà, on s'aperçoit bien que la France toute entière souffre d'un mal qu'elle n'ose pas qualifier. **Elle commence par se plaindre du poids des impôts, du manque de pouvoir d'achat, de la défaillance des services publics, du chômage des uns, de l'assistance des autres, des trop riches et des nantis etc. De manifs en manifs, la France en arrive à condamner son système politique et dans la foulée, ses dirigeants, tous pourris. La réalité de cette déprime tourne chez certains à la colère, c'est la quasi faillite du modèle social français.** Un modèle social qui date de l'après-guerre, et des ordonnances du Général de Gaulle. Qui est donc beaucoup plus ancien que la Vème République.

Ce modèle a institué des assurances sur la santé, la retraite et le chômage, au sein de la sécurité sociale gérée par les syndicats de salariés et des patrons. Ce modèle correspondait à la situation politique de l'époque et répondait à la situation économique. La France avait besoin de cimenter ses structures sociales pour soutenir son effort de redressement économique. Ce modèle social a permis d'accompagner les Trente Glorieuses, avec succès.

Sauf qu'à partir des années 1970, quand le monde a commencé à changer de paradigme, ce modèle social est devenu beaucoup plus difficile à gérer. Parce que la compétition économique s'est durcie et qu'elle a obligé les entreprises à modifier ses arbitrages, parce que les organisations syndicales se sont recroquevillées sur elles-mêmes.

Et pendant presque 40 ans, les gouvernements, de droite et de gauche, n'ont pas voulu regarder la dégradation du modèle social et sa lente asphyxie. Plus grave, ils n'ont pas voulu reconnaître que la lourdeur du système hypothéquait la dynamique économique. Pour maintenir la paix sociale, les gouvernements finissaient par boucher les trous.

Notre système de redistribution sociale bat aujourd'hui tous les records d'archaïsme : poids des dépenses publiques et sociales, poids des impôts et taxes. **Le système est tellement abimé que les responsables s'en remettent à l'Etat pour faire ses fins de mois. Le système n'a plus que l'apparence du paritarisme.** C'est l'Etat qui gère et qui empêche chaque année l'implosion.

C'est d'autant plus grave, que ce système ne remplit plus ses objectifs. D'où la grogne, la rogne et la colère chez tous ceux qui ont besoin d'assurances sociales.

Il est évident pour tout le monde que ce modèle ne peut pas échapper à une remise à plat. Et que ça plaise ou non, cette réforme passe par introduire plus de liberté et de responsabilité, mais aussi plus de concurrence et de transparence dans son fonctionnement.

Le modèle auquel tout le monde pense est celui de l'assurance automobile. C'est une assurance obligatoire qui est souscrite par chaque assuré, qui choisit librement son prestataire, qui choisit le type d'assurance, l'ampleur de sa couverture. Et qui bénéficie de bonus ou de malus selon son comportement au volant. Ce système dans lequel des acteurs du secteur privé, des mutualistes et des entreprises publiques se font concurrence, fonctionnent très bien selon les principes assuranciers. L'Etat n'intervient que pour fixer le cahier des charges et le code applicable à tous.

Maintenant, le fonctionnement de l'assurance automobile serait parfaitement applicable dans le domaine de l'assurance des personnes, à propos de la santé, de la retraite et même du travail. D'ailleurs, l'assurance santé complémentaire du système social existe, l'assurance retraite complémentaire existe grandement chez tous ceux qui souscrivent des assurances vies, et pourquoi pas des assurances emplois.

Concrètement, un tel modèle reviendrait à rendre aux salariés, la totalité de son salaire brut et de le laisser libre de le dépenser comme il le souhaite. Idem pour les chefs d'entreprise et pour les professions libérales.

Alors beaucoup viendront nous expliquer que le salarié ne gèrera pas cette épargne sociale. Il ne saura pas le faire ! Certains automobilistes conduisent aujourd'hui sans assurance, et même sans permis, c'est vrai. Et pour le plus grand malheur des tiers qui peuvent en être victime. Au point de s'assurer contre ce type de risque.

Mais on peut imaginer une assurance quasi universelle qui couvrirait les risques de base minimum. Un peu sur le principe du revenu universel, ou de la prime d'activité. On reviendrait alors à la séparation d'origine entre ce qui relève véritablement de la solidarité sociale et ce qui devrait relever alors de la responsabilité individuelle.

Les partenaires sociaux ne sont pas opposés à ce type de réforme et la plupart savent bien qu'ils doivent eux aussi modifier leur modèle de fonctionnement. Ils ont peu de clients. Ils doivent se rendre « désirables » et participer à la transparence du fonctionnement des affaires publiques et sociales.

Quant à l'Etat, il retrouverait des marges de manœuvre pour s'occuper des services publics régaliens - justice, défense, affaires étrangères - mais aussi solidarité sociale, école et formation.

Jusqu'à alors, on a compris qu'il y avait une revendication forte de liberté individuelle et de responsabilité chez les Gilets jaunes. Les syndicats ont semble-t-il (la CFDT notamment) compris cette demande de modernité.

Mais le gouvernement n'a jusqu'à alors donné aucun signe que la réforme irait jusqu'à toucher le modèle social. Son cout, son organisation, son efficacité.